

Conférence de presse du Président Emmanuel Macron et du Chancelier allemand Friedrich Merz.

Emmanuel MACRON

Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs les journalistes, Mesdames, Messieurs, c'est un grand plaisir, cher Friedrich, et un honneur de pouvoir accueillir à Toulon le chancelier allemand et autant de membres du gouvernement fédéral qui ont beaucoup travaillé pour ce Conseil des ministres franco-allemands avec leurs homologues français.

En effet, nous avons eu hier à Brégançon une discussion entre nous, avec nos équipes, puis un long tête-à-tête qui a été extrêmement fructueux et amical, et je veux t'en remercier. Et nous venons de tenir le 25^e Conseil des ministres franco-allemand. Et après avoir répondu à vos questions, nous réunirons le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité avec nos ministres des Affaires étrangères, de la défense, et plusieurs de nos collaborateurs et officiers généraux. Ces réunions, très clairement, illustrent ce réflexe franco-allemand que nous voulons l'un et l'autre et qui a été au cœur de notre expression dès le 7 mai dernier lors de ta première visite officielle à Paris. Et elle est aussi le fruit du travail conjoint que nous avons mené durant tous ces mois. Au fond, ce qui m'importe aujourd'hui de vous dire aux côtés de M. le Chancelier, c'est que nous avons pris, avec ce Conseil des ministres, une série de décisions très concrètes qui sont le fruit du travail de nos ministres et de leurs équipes et qui ont pour vocation de faire avancer l'agenda bilatéral et l'agenda européen de manière extrêmement pratique, d'abord pour plus de compétitivité, de productivité au niveau européen, en faisant converger nos positions, je vais y revenir sur plusieurs dossiers techniques, pour améliorer aussi notre sécurité européenne avec des éléments clés en termes de sécurité et de défense que nous allons prolonger dans un instant. Et au total, ce sont huit textes communs très précis de doctrine sur plusieurs sujets techniques qui ont été finalisés et une vingtaine de projets clés que nous avons là aussi finalisés pour notre agenda bilatéral.

Alors, ce travail en commun, ce réflexe franco-allemand s'illustre au Premier chef sur la scène internationale. Nous l'avons montré ensemble cet été en étant aux côtés de plusieurs de nos collègues à Washington pour soutenir le président Zelensky. Et en effet, le soutien à l'Ukraine, nos efforts pour obtenir une paix juste et durable sont au cœur de notre agenda. Cette paix, c'est ce que nous voulons, c'est ce que veut aussi le président ukrainien, et je le dis avec d'autant plus de force et de solidarité après ces derniers jours où les attaques ont repris avec force, de manière là aussi inédite pour les derniers mois, où à nouveau des civils ukrainiens ont été touchés et où on le voit bien, l'écart qu'il y a entre les prises de position dans les sommets internationaux ou avec les autres dirigeants du président Poutine et la réalité sur le terrain montre à quel point celui-ci est insincère. Les prochains jours seront déterminants, qui marqueront la fin de la période que nous nous étions données avec le président Trump et le président Zelensky pour obtenir les premières rencontres. Et nous continuerons d'exercer la pression pour que des sanctions supplémentaires soient prises par nous-mêmes, et nous y sommes prêts, mais aussi par les États-Unis d'Amérique, pour forcer la Russie à revenir autour de la table des discussions, en même temps que nous devons contenir notre soutien.

Nous avons hier soir, et nous y reviendrons tout à l'heure aussi, évoqué la situation au Proche-Orient. Je vais ici vous dire que le désastre humain dans la bande de Gaza est intolérable. L'état de famine qui a été déclaré par les Nations unies est très clairement le résultat du blocage de l'aide humanitaire. Et nous partageons la conviction d'abord qu'il faut absolument cesser le combat, reprendre les accès humanitaires et l'aide aux populations civiles, et obtenir un chemin de paix qui soit un chemin politique de discussion avec toutes les parties prenantes. Mais le cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, là aussi une paix durable pour Israël comme pour les Palestiniens et la région, ne peuvent être assurés que si une solution politique est mise sur la table dans le cadre d'une solution à deux États. Nous avons pu évoquer aussi les solutions de court terme. Je veux ici dire combien le chancelier a pris la décision très courageuse de cesser toute exportation d'armement susceptible d'être utilisée à Gaza. Je tiens à la saluer. La France avait pris le même engagement il y a plus d'un an, et cette position doit être rejointe par le plus grand nombre, et c'est aujourd'hui notre priorité.

Parlant de la région, nous avons également ensemble, et nos ministres des Affaires étrangères ont formalisé cette décision commune avec leurs collègues britanniques, d'adopter une position de grande fermeté à l'égard de l'Iran, pour que le programme nucléaire ne soit pas repris. Et donc, compte tenu des violations persistantes par l'Iran de ces obligations, nous activerons la réimposition des sanctions, ce qu'on appelle le mécanisme de snapback, à moins que l'Iran, dans les semaines qui viennent, n'entre dans une négociation sérieuse et transparente qui justifierait de différer cette échéance. Ce n'est pas le cas pour l'instant. Le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité que nous allons tenir permettra de revenir sur de nombreux autres sujets, questions stratégiques, questions capacitaires communes, qu'il s'agisse là aussi de nos capacités communes de bâtir missiles dans la longue portée, d'avoir des mécanismes d'alerte précoces conjoints, mais également, nous pourrions réitérer l'importance des grands projets d'équipement stratégique, qu'il s'agisse de l'avion et du char du futur. Et donc, c'est une volonté commune de bâtir plus d'intimité stratégique, de renforcer nos grands projets communs, d'en bâtir de nouveau. Et je veux saluer l'engagement commun de nos ministres et de leurs équipes.

L'autre priorité majeure, ayant évoqué là les grands dossiers internationaux et la convergence en matière de sécurité et de défense, l'autre priorité majeure de cette relance franco-allemande est évidemment l'accélération de notre agenda de compétitivité dans nos pays et au niveau européen. Parce que nous partageons ce constat qui a été largement documenté, qu'un décrochage de la compétitivité de l'Union européenne par rapport à ses principaux partenaires est largement documenté. Décrochage en termes de croissance de PIB par habitant, d'innovation par rapport à la Chine, aux États-Unis et là, les rapports Letta ou Draghi l'ont clairement montré. Et donc nous sommes aujourd'hui dans un agenda d'action. Et les différences qui pouvaient exister sur plusieurs dossiers ne facilitaient pas l'accélération européenne. C'est ce que nous avons réglé ces dernières semaines et consacré lors de ce Conseil des ministres. En matière énergétique, nous avons travaillé au réalignement de nos politiques, autour du respect du principe de neutralité technologique et de non-discrimination au sein de l'Union européenne à l'égard de toutes les énergies bas-carbone. C'est une avancée majeure, mais c'est ce que nous partageons pour pouvoir diminuer les coûts, garantir la sécurité d'approvisionnement et atteindre nos objectifs climatiques. Et au fond, en ayant cet agenda de neutralité technologique et de non-discrimination, nous accroissons nos chances d'un agenda qui réconcilie souveraineté, compétitivité et décarbonation.

Je salue aussi la décision de lancer une étude par nos opérateurs de réseau pour aboutir à une vision commune à l'horizon 2050 de nos marchés énergétiques, afin de contribuer au réalignement de nos stratégies énergétiques et au bon calibrage de nos investissements qui bénéficieront à toute l'Europe. Mais le faire en franco-allemand, rapprocher notre analyse des besoins de réseau est absolument clé si nous voulons ancrer là une convergence de tous les pays européens. Et vous savez pourquoi ? C'est parce que notre Europe ne s'est pas bâtie en construisant un marché intérieur de l'énergie. Et donc c'est ça ce que nous sommes en train de réparer, si je puis dire, depuis deux ans à l'occasion de la crise, mais la convergence franco-allemande en la matière est claire. L'agenda de politique commerciale de l'Union européenne est un autre grand sujet sur lequel le chancelier et moi-même avons souhaité donner une nouvelle impulsion dans le contexte d'instabilité toujours plus grande des relations commerciales.

Nous sommes déterminés à défendre ensemble les législations, la souveraineté numérique de notre Europe. Pas de doute là-dessus, quels que soient les propos récents. Nos deux pays vont travailler à un nouvel agenda aussi de politique commerciale pour l'Union européenne, pour diversifier nos partenariats et chaînes de valeur, tout en renforçant la compétitivité européenne et en garantissant des conditions de concurrence véritablement loyales et équitables. Nos deux pays pourront se coordonner dans le cadre de la préparation du prochain G7, dont la France aura la présidence, ou encore de la *task force* qui a été créée récemment afin d'avoir un diagnostic partagé sur les relations entre la Chine et l'Europe et les déséquilibres mondiaux. Et nous en avons eu le rapport ce matin. En matière industrielle, nous avons là aussi cherché à garantir une concurrence équitable et nous avons décidé de travailler ensemble pour garantir une préférence européenne dans les secteurs de production industrielle essentiels et critiques, y compris dans notre commande publique. C'était jusqu'à récemment un tabou européen et nous sommes en train d'avancer là de manière très pragmatique. Nous nous sommes mis aussi d'accord pour porter ensemble auprès de la Commission une même approche pour la réforme du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ce qui était un point très attendu, afin d'éliminer toute possibilité de contournement et de fuite de carbone. C'est très attendu de plusieurs secteurs industriels, au premier chef l'acier et plusieurs autres. Je crois que c'est là aussi un travail important de nos ministères.

Nous appelons également à une mise en œuvre ambitieuse des plans d'action de la Commission européenne visant à soutenir les industries européennes traditionnellement fortes, l'acier que j'évoquais et la sidérurgie, mais également la chimie, l'automobile. Et nous mènerons ensemble un travail dans les prochains jours pour finaliser une feuille de route commune sur le secteur automobile avant le dialogue stratégique du 12 septembre prochain. La convergence franco-allemande dans tous ces domaines doit permettre d'obtenir des décisions concrètes avant la fin de l'année, et nous tiendrons des points réguliers mensuels et nous aurons, avec les ministres compétents, un point en fin d'année sur tous ces sujets pour que les résultats soient obtenus. La coordination entre nos deux pays doit permettre aussi de contribuer à la souveraineté numérique ainsi qu'à la compétitivité économique sur les technologies de pointe. Nous l'avons largement évoqué ce matin. C'est le cas en matière d'espace, où nos deux pays confirment leur engagement sur les lanceurs, sur la constellation IRIS², et travailleront ensemble en vue des prochaines échéances, que ce soit la réunion ministérielle de l'ESA, qui se tiendra en Allemagne, ou le sommet sur l'espace que nous organiserons en France l'année prochaine, ou encore dans le cadre des négociations à venir sur le prochain cadre financier pluriannuel européen. C'est également le cas en matière d'intelligence artificielle, de calculs de haute performance, de quantique, de cloud, de semi-conducteurs, où là aussi, il y a une feuille de route commune qui a été consacrée.

Enfin, pour soutenir l'innovation de rupture, nous avons eu un très bon texte de doctrine fait par nos économistes qui scandent, si je puis dire, le chemin, qui commencent à être mis en œuvre, puisque nous avons décidé de mettre en place une mission conjointe avec l'agence allemande *SprinD* pour développer en France une initiative similaire, et nous renforcerons une coopération entre la *SprinD* et Bpifrance en la matière. La France et l'Allemagne organiseront conjointement un sommet de haut niveau le 18 novembre en Allemagne sur la souveraineté numérique, avec la Commission européenne et plusieurs autres États membres, ainsi que les représentants économiques des parties prenantes. Et puis tout cet agenda, c'est aussi un agenda de simplification, et là-dessus, nous avons finalisé une feuille de route importante. Nous avons avancé ces derniers mois pour chercher à alléger les charges de nos entreprises, de nos administrations, et nous continuerons à porter ce message auprès de la Commission, du Parlement et du Conseil avec des résultats rapides et concrets que nous souhaitons. Et là aussi, sur plusieurs réglementations attendues, nous avons finalisé une feuille de route commune pour la simplification réglementaire européenne. Et puis, nos deux pays travaillent aussi ensemble pour faciliter l'épargne et l'investissement en Europe afin de parvenir à une union des marchés de capitaux. Nos ministres ont fait rapport ce matin de tout le travail qui avait été fait en la matière. Et à la fois la finalisation de cette initiative, une action de titrisation aussi et le lancement des initiatives de produits conjoints avec un label européen ont été très clairement soutenus. Et une mission a été confiée à Messieurs Kukies et Noyer pour améliorer le cadre réglementaire pour le financement des start-ups et des scale-ups en Europe qui vient là aussi consacrer cet agenda.

Au-delà de toutes ces initiatives économiques pour améliorer notre compétitivité, notre innovation, notre croissance et nourrir cet agenda européen, nous avons également abordé l'agenda de convergence franco-allemand, en particulier la synchronisation de nos réformes économiques et sociales. Nous avons devant nous beaucoup de réformes structurelles à conduire. Je veux saluer le sommet qui s'est tenu à Berlin le 1er juillet dernier, le sommet social franco-allemand qui était une première. Et j'ai invité les ministres, partenaires sociaux et experts allemands et français à poursuivre ce travail à l'occasion d'un prochain sommet que nous abriterons en France et que nos ministres pourront justement préparer et qui nous permettra de finaliser cet agenda commun en matière de productivité, de taux d'activité des jeunes et des seniors, d'assurance chômage, de futur du travail, autant de sujets qui sont clés pour nos deux économies et sur lesquels nous souhaitons avancer ensemble. Ces échanges seront nourris par les travaux menés à notre demande par les économistes du Conseil franco-allemand d'experts économiques. Et je veux remercier ces derniers de tout le travail qui a été fait ces derniers mois. Et en effet, d'ores et déjà nos ministres ont pu prendre en compte plusieurs de leurs expertises, mais très clairement, là aussi, nous avons été nourris par leurs propositions très concrètes. Enfin, je vais citer plusieurs autres initiatives franco-allemandes discutées aujourd'hui qui illustrent la coopération bilatérale au service de nos concitoyens. En matière de culture, nous avons décidé l'eupéanisation de la plateforme franco-allemande Arte et le projet également de coopération entre France Médias Monde et la Deutsche Welle. Ces deux projets très concrets ont pour but de démultiplier le travail d'acteurs d'ores et déjà franco-allemands ou français et allemands sur un même agenda ; des créations de contenus communs, cultures communes, mais aussi une lutte en commun contre la désinformation, les manipulations de notre démocratie, notre volonté de renforcer le sentiment d'appartenance européenne. Deuxièmement, nous avons également décidé de renforcer notre coopération bilatérale en matière d'immigration et de sécurité civile. Sécurité civile avec des projets très concrets, mais immigration parce que nous avons très clairement un agenda commun, mieux protéger nos frontières, mieux prévenir les arrivées, avec une volonté de renforcer la coordination avec les autres pays de l'espace Schengen. Mettre en œuvre de manière encore plus rapide et ferme le Pacte asile et migration et améliorer les politiques de retour avec là aussi un agenda franco-allemand très précis. Enfin, une feuille de route sur la coopération transfrontalière franco-allemande a été signée pour résoudre les problèmes rencontrés par nos concitoyens au service de la formation professionnelle des jeunes, de la mobilité des travailleurs transfrontaliers, de l'accès aux soins dans ces régions transfrontalières. Et je veux ici saluer également la mobilisation des services de l'État dans ces régions et de tous les élus locaux qui sont extrêmement dévoués à cet agenda.

Voilà, mesdames et messieurs, je ne veux pas être plus long, je l'ai déjà été, mais l'objectif était de vous dire que ce Conseil des ministres franco-allemands et le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité que nous allons tenir, comme nos discussions, mais qui sont permanentes au-delà des échanges plus longs que nous avons eus comme hier, vous donnent à voir à quel point nous avons la conviction l'un et l'autre que nos pays sont face à des défis immenses, mais ont la capacité par une intimité plus grande, une amitié entre nous, entre nos équipes, entre nos pays, à les relever. Et nous sommes convaincus que nous pouvons avoir une Allemagne et une France plus efficaces avec des résultats concrets en matière économique, en matière sécuritaire dans les mois et les années qui viennent si nous savons articuler et mettre en œuvre cet agenda. Déjà, en quelques mois, nous avons là plusieurs projets très concrets qui sont le fruit du travail commun, et nous allons continuer avec force. C'est pourquoi, en fin d'année, je le rendrai au-delà de tous les rendez-vous déjà prévus, parce que la semaine prochaine, nous serons ensemble à Évian. Je serai le 18 novembre plus tard à Berlin pour ce Sommet sur la souveraineté numérique, mais en fin d'année, nous ferons un point très précis sur tous les chantiers que je viens ici de décrire.

Merci à nouveau, monsieur le chancelier, cher Friedrich.

Journaliste

M. le Président, que valent tous ces documents face à l'instabilité politique de votre Gouvernement ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Chancelier, pour avoir ainsi redit les choses. Et je veux ici dire combien toutes les énergies bas-carbone souveraines produites en France sont importantes, justement pour réconcilier ces objectifs que nous avons de part et d'autre du Rhin et dans toute l'Europe. Un objectif de compétitivité, de souveraineté et de climat. Sur ce qui est ici décidé et soutenu, je veux dire ici que ça n'est pas contingent aux échéances à venir.

D'abord, je ne veux pas préempter ces échéances. Vous avez raison de dire qu'il y a des échéances importantes dans la vie parlementaire du pays, mais elles dépendent d'un vote qui va se tenir dans quelques jours. Donc, je me garderai bien ici de préempter ce vote ou de le commenter, par respect pour les parlementaires, mais le Premier ministre a posé une équation simple qui me semble factuelle et qui me semble d'ailleurs au cœur de la convergence franco-allemande et du constat que tous les partis de gouvernement peuvent faire. Ensuite, nous avons ces dernières années connues des vies politiques en Allemagne et en France différentes, mais elles n'ont jamais empêché le couple franco-allemand d'avancer quand il avait de l'ambition. Et donc, je me porte là, vous parlant d'un endroit où je serai dans les 20 mois qui viennent, pour vous dire que la feuille de route, les feuilles de route que nous signons avec les ministres engagent la France dans sa continuité. Elles sont importantes et parce qu'elles sont de l'intérêt fondamental de l'Allemagne, de la France et de notre politique européenne. Donc, c'est le fruit d'un travail commun des ministres, du solide, et il y a des débats, il y a de la vigueur dans la vie politique française en ce moment. Pour autant, je pense que ce dont la France a besoin, c'est de détermination, d'ambition et de stabilité.

Enfin, sur l'Ukraine et le soutien à l'Ukraine dans le contexte que nous connaissons, il est multiforme. C'est d'abord un soutien diplomatique. Nous ne pouvons laisser négocier d'autres pour l'Ukraine et donc pas de négociation sans l'Ukraine sur quelques sujets que ce soit. La deuxième chose, c'est que nous avons remis à Washington ensemble dans le bon ordre les discussions, d'abord les garanties de sécurité, avant toute discussion sur les territoires. Et puis, c'est un soutien concret, d'abord militaire, que nous continuons d'avoir par des formations, du transfert de matériel et de capacités. Nous continuerons dans les prochaines semaines à court terme. Mais c'est la construction aussi d'un soutien dans la durée. Une paix juste et durable n'est possible que s'il y a des garanties de sécurité. Et c'est le sens même de cette coalition des volontaires que nous avons bâtie en février dernier. Nos chefs d'état-major ont fait un travail très important depuis la réunion de Washington, et je leur remercie pour préparer tout cela, et les dernières heures ont encore permis de finaliser les contributions de chacun des pays. Nous sommes 30 pays membres de la coalition des volontaires, 30, et de savoir qui fait quoi. Et qu'est-ce que c'est le soutien très concret à l'Ukraine pour une paix juste et durable ? C'est d'abord une armée ukrainienne robuste. C'est la première armée d'Europe, aujourd'hui, l'armée ukrainienne. Et donc c'est de savoir qui est prêt à la former, l'équiper, la financer, et comment.

La deuxième chose, ce sont les forces de réassurance, et donc, qu'est-ce qu'on est prêt à envoyer, pourquoi, dans quelles capacités, air, terre et mer ? Et la troisième chose, ce sont les forces d'appui qu'on pourrait positionner dans les pays voisins. Et donc, c'est ce qui est en train d'être finalisé. Et nous tiendrons dans les prochains jours avec Monsieur le Chancelier, Friedrich Merz, avec notre collègue et ami le Premier ministre Keir Starmer, l'ensemble des collègues et avec le président Zelensky, une nouvelle réunion, sans doute mixte, mais avec plusieurs qui seront en ligne, de la coalition des volontaires pour rendre compte, justement, du travail de nos chefs d'État-major dans les derniers jours et faire un point la semaine prochaine après la fin de l'échéance qui avait été fixée pour lundi.

Journaliste

Une question pour Monsieur Macron : Moscou vous reproche aujourd'hui des insultes grossières ou vulgaires. Que leur répondez-vous ?

Emmanuel MACRON

Sur la dernière question, je nie ces qualificatifs. Je ne suis jamais grossier ou vulgaire. Mais quand on dit qu'il y a un ogre aux portes de l'Europe, image qui a été prise par plusieurs, je crois que ça qualifie ce que les Géorgiens, ce que les Ukrainiens et beaucoup d'autres nations ressentent très profondément, c'est-à-dire un homme qui a décidé d'aller vers une dérive autoritaire, autocratique et de mener un impérialisme révisionniste des frontières internationales. Sur votre première question, nous en avons évidemment longuement parlé avec Monsieur le Chancelier. Nous voulons espérer qu'une telle réunion bilatérale, à laquelle le président Poutine s'est engagé auprès du président Trump lorsque nous étions à Washington. C'est sa proposition. À l'issue de la longue réunion que nous avons eue ensemble il y a quelques semaines à Washington, l'appel a donné lieu à cette proposition du président Poutine au président Trump. Je vais voir le président Zelensky. Si ça n'est pas tenu lundi — échéance qui avait été fixée par le président Trump — je crois qu'une fois encore, ça voudra dire que le président Poutine se sera joué du président Trump. Je pense que ce n'est pas une bonne chose. Ce n'est pas une bonne chose pour nous tous, et donc ça ne peut pas rester sans réponse. Et donc les prochains jours, je pense, seront consacrés... Nous parlerons l'un et l'autre au président Trump dans le week-end. Nous verrons lundi ce qu'il en est. J'espère que cette réunion va se déclencher et se tiendra. J'espère que la réunion trilatérale se tiendra. Si nous devons constater la semaine prochaine qu'une fois encore, après des mois de promesses non tenues, ça n'était pas le cas, nous plaiderons très clairement pour que des sanctions primaires et secondaires soient prises qui contraignent davantage la Russie et la conduisent à revenir autour de la table des discussions.

Journaliste

Ma question s'adresse à vous deux. Vous avez parlé beaucoup de la souveraineté numérique de l'Europe. En même temps, il y a l'avertissement du président Trump de décider des tarifs additionnels contre des pays qui, peut-être, décident d'impôts additionnels contre des entreprises techs américaines. Est-ce que vous avez cette crainte de nouveaux tarifs de la part des États-Unis ? Ou est-ce que ce *Digital Service Act* de l'Union européenne, est-ce que vous allez maintenir cette position ? Et, Monsieur le chancelier, une petite question de politique intérieure. Aujourd'hui, on a dépassé pour la première fois depuis 2015 les 3 millions de chômeurs en Allemagne. Qu'est-ce que cela veut dire pour la politique allemande ?

Emmanuel MACRON

Sur le dernier point et celui de la souveraineté numérique. Je souscris pleinement, et nous en avons longuement parlé ensemble à ce que vient de dire Monsieur le chancelier.

Les décisions fiscales et réglementaires, c'est le monopole de nos parlements nationaux et, pour ce qui est des régulations numériques, du Parlement européen. Et donc, nous ne laissons personne d'autre décider pour nous de cela. Et donc, à coup sûr, si de telles mesures étaient prises, elles relèveraient de la coercition et elles appelleraient à une réponse des Européens. Mais nous ne pouvons laisser aujourd'hui menacer notre secteur du numérique ou les régulations que nous avons choisies pour nous-mêmes et qui sont une nécessité. Et donc là-dessus, nous serons inflexibles, et il y a une très forte convergence franco-allemande.

Au-delà de ce sujet des régulations et des menaces sur, justement, les décisions que nous avons pu souverainement prendre et qui continueront d'être souverainement prises. La souveraineté se définit aussi en termes concrets, c'est d'avoir des solutions industrielles. Et c'est tout le sens du sommet qui s'organisera à Berlin le 18 novembre prochain et qu'avec plusieurs autres collègues européens, nous porterons ensemble et avec la Commission. C'est de dire que nous avons besoin aussi de bâtir des acteurs et des solutions européennes. Nous y œuvrons en termes d'intelligence artificielle, en termes de quantique.

Nous avons aujourd'hui beaucoup de retard dans ce domaine en matière de cloud où nous sommes dépendants de solutions qui sont américaines. Et nous ne voulons pas tomber dans une même dépendance aussi sur les questions spatiales qui sont très liées. C'est pour ça que la souveraineté, ce sont nos règles, et là-dessus, nous serons inflexibles. Les Européens décident pour eux-mêmes et personne d'autre, et nous répondrons par les mécanismes qui existent d'anti-coercition si nous étions menacés ou imposés de tarifs sur ce point. Et ensuite, nous devons travailler à la souveraineté concrète, c'est-à-dire nos solutions, nos industriels et nos réponses. C'est notre agenda.

Journaliste

Monsieur Macron, cette question est pour vous. Vous avez déjà parlé de l'importance de la stabilité en France au vu du contexte international. Pourquoi donc avoir donné ce feu vert à ce vote de confiance à l'Assemblée qui, à ce stade, semble voué à l'échec ? Et si, à la suite de ce vote de confiance, il y a un blocage politique, est-ce qu'une dissolution est inéluctable ou faut-il même démissionner comme le réclament certains responsables politiques ? Merci.

Emmanuel MACRON

Alors, D'abord, j'ai eu une longue discussion avec le Premier ministre et je pense qu'il a raison de mettre en vérité et en responsabilité les forces politiques et parlementaires face à la situation qui est connue du pays et qu'il avait exposée après la session parlementaire en juillet. Et je crois que c'est fait avec méthode. Il y a un travail qui a été conduit par le Gouvernement. Le Premier ministre expose un plan. Il faut rentrer ensuite dans le temps des discussions sur les mesures techniques. C'est ça, le budget.

La question de confiance qu'il pose, elle n'est pas pour lui, pour le Gouvernement. Elle est pour dire : est-ce que vous êtes d'accord avec le constat et les principes ? Parce que si vous n'êtes pas d'accord avec le constat et les principes, on ne va pas pouvoir se mettre d'accord sur les mesures techniques. C'est ça la question qui est posée. Donc je pense qu'elle est posée dans le bon ordre. Elle est posée avec le sens de responsabilité, avec un constat qui est établi et avec, je crois très profondément, des principes d'effort partagé. Et au fond, le défi qui est le nôtre n'est absolument pas insurmontable. Il suppose de la rigueur, c'est-à-dire nous engager dans un mécanisme de réduction de certaines dépenses, tout en gardant nos priorités, notre défense, notre sécurité, nos investissements d'avenir, et en continuant d'investir dans notre recherche, notre éducation, notre santé, et de continuer à créer des emplois. Et vous savez quoi ? On l'a déjà fait. Si vous prenez entre 2017 et jusqu'à la crise covid, nous avons baissé les déficits publics en ayant une politique de stimulation de la croissance et de baisse du chômage, voilà. Donc il faut simplement que tout le monde prenne ses responsabilités.

Donc moi, je veux croire que le travail que le Premier ministre va mener dans les prochains jours, va permettre de convaincre que, même s'il y a des désaccords sur les mesures techniques, parce que tout est évidemment à discuter, même s'il y a des désaccords sur telle ou telle solution, il peut y avoir au moins des chemins d'accord sur le constat. Je note d'ailleurs que de l'autre côté du Rhin, il apparaît qu'un parti conservateur avec un parti socialiste arrivent à travailler ensemble sur des constats communs. Ils ont des différends et puis ils les règlent en discutant. Enfin, ils ont quand même un constat commun sur eux. Donc ce n'est pas totalement fou ce que propose le Premier ministre. Ça n'existe pas si loin de chez nous. Et ça marche. Donc je pense que c'est possible. Pour le reste, je ne fais pas de politique fiction. Il y a juste une de vos hypothèses que je peux tout de suite tourner, c'est que, pour ce qui me concerne, je crois dans la démocratie. La démocratie consiste à ce que des gens votent pour un mandat donné.

Le mandat qui m'a été confié par les Français, et par personne d'autre, est un mandat qui sera exercé jusqu'à son terme, conformément à l'engagement que j'ai pris à l'égard des Français, n'en déplaise, y compris à ceux qui ont été défaits à plusieurs reprises lors de ces mêmes élections.

Animateur

Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, cette conférence de presse est désormais terminée. Merci à tous et très bonne journée.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup.

Merci à vous.